

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**PERSPECTIVES
ÉCONOMIQUES
RÉGIONALES**
NOTE D'ANALYSE

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Innovations en matière de monnaies
numériques en Afrique subsaharienne

**OCT
2022**



©2022 International Monetary Fund

Digital Currency Innovations in Sub-Saharan Africa (French)

October 2022 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Analytical Note

Habtamu Fuje, Saad Quayyum et Tebo Michelle Molosiwa (département Afrique)*

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI
Division services linguistiques, section française

AVERTISSEMENT : Les notes d'analyse du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE : Fonds monétaire international (FMI). 2022. « Innovations et monnaies numériques en Afrique subsaharienne ». *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Sur la corde raide*, Washington, octobre.

JEL Classification Numbers:	E44, E50, E58, G28, G53, O31, O32, O33
Keywords:	financial inclusion; mobile money; CBDCs; cryptocurrency; regulations; macroeconomic and financial stability

* **REMERCIEMENTS :** Les notes d'analyse de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* ont été rédigées par les services de la division études régionales du département Afrique du FMI, sous la direction d'Aqib Aslam, de Luc Eyraud et de Catherine Pattillo.

Innovations et monnaies numériques en Afrique subsaharienne

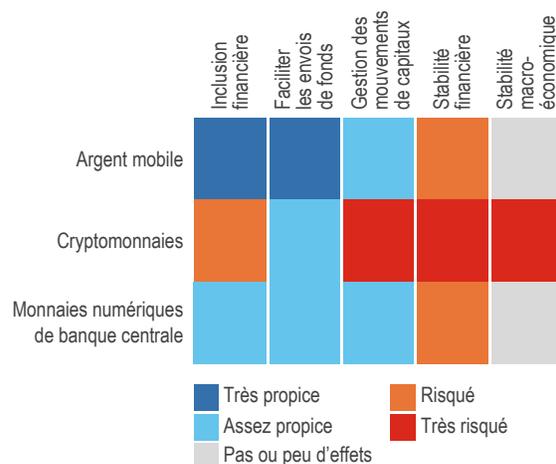
Les monnaies numériques sont de nouvelles formes d'argent électronique qui ne nécessitent pas de transfert physique d'espèces — elles se développent rapidement en Afrique subsaharienne : par exemple, le eNaira a fait son apparition au Nigéria en 2021. Les pouvoirs publics pèsent les avantages et les risques que comportent ces produits, grâce auxquels ils peuvent proposer de nouveaux services financiers à leurs populations. La présente note se penche sur trois instruments distincts, qui permettent de régler des transactions et de transférer des fonds : les services bancaires mobiles (ou argent mobile), les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) et les cryptomonnaies.

Les pouvoirs publics des pays d'Afrique subsaharienne s'intéressent de près à différentes façons de fournir des services financiers numériques pour atteindre certains objectifs (graphique 1). Dans les pays de la région, de nombreux foyers n'ont pas de compte en banque et n'ont qu'un accès limité aux technologies. En leur permettant d'effectuer des transactions numériques avec un minimum de technologie, et donc en leur donnant accès à des services financiers formels, il serait possible de leur faciliter le quotidien. En outre, l'accélération des transactions et la baisse de leur prix pourraient générer des gains de productivité et réduire les coûts des envois de fonds, qui s'établissent actuellement à environ 8 % des montants envoyés dans la région, soit le taux le plus élevé du monde. Pour autant, les dirigeants s'inquiètent que les monnaies numériques puissent servir à faire sortir illégalement des fonds de la région et menacer sa stabilité financière et macroéconomique, surtout en l'absence d'une réglementation rigoureuse en la matière.

L'ARGENT MOBILE DEMEURE L'UNE DES MEILLEURES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

En permettant des paiements et des virements électroniques à faible coût, les services d'argent mobile proposés par des opérateurs privés ont beaucoup contribué à élargir l'accès aux services financiers dans la région. Partout, ou presque, en Afrique, il est possible d'ouvrir un compte bancaire en ligne lié à son numéro de téléphone et de s'en servir pour effectuer des virements et des paiements, et convertir localement de l'argent mobile en espèces. Cela permet de se passer de distributeurs automatiques de billets, coûteux et difficiles d'accès, et évite aux habitants des régions les plus isolées d'avoir à faire un long voyage pour se rendre à la banque la plus proche. L'Afrique subsaharienne comptait 606 millions

Graphique 1. Monnaies numériques et objectifs de l'action publique



Source : calculs des services du FMI.

de comptes bancaires mobiles en 2021, soit environ un compte par adulte, pour un montant total de 698 milliards de dollars de transactions¹. Cependant, le recours aux services bancaires mobiles n'est pas aussi fréquent dans tous les pays ; c'est au Kenya, qui fait figure de pionnier avec le M-Pesa, que leur usage est le plus répandu, suivi par le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal et l'Ouganda.

Les services bancaires mobiles offrent la possibilité d'effectuer des transactions sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un compte en banque ou d'un accès à Internet, ce qui est particulièrement utile pour les ménages modestes. Ainsi, une personne qui réside en ville peut instantanément envoyer de l'argent à un membre de sa famille qui habite dans un village isolé, en lui envoyant un SMS². L'argent mobile peut aussi être un premier pas vers l'utilisation de services financiers formalisés. Ainsi, lorsque des commerçants effectuent des transactions par l'intermédiaire de leur compte bancaire mobile, l'historique

¹On dénombre cependant plusieurs comptes par personne et de nombreux comptes inactifs.

²Outre le Nigéria et son eNaira, les banques centrales de 11 pays de la région mènent des recherches sur les MNBC ou mettent en œuvre des programmes pilotes en la matière. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) étudient elles aussi la possibilité de se doter de MNBC.

de ces transactions peut ensuite leur permettre de se voir plus facilement accorder un prêt par un établissement financier. Les utilisateurs peuvent également se servir de leurs comptes bancaires mobiles pour épargner en prévision de temps difficiles. Par ailleurs, les accords conclus entre les opérateurs mobiles et les commerces de proximité situés dans des régions isolées permettent aux clients d'échanger leur argent mobile contre des espèces. Cependant, le manque d'interopérabilité entre plusieurs opérateurs peut inciter les utilisateurs à ouvrir différents types de comptes et entrave la convertibilité des fonds d'un opérateur à l'autre. Il y a aussi d'autres types de difficultés, notamment pour ce qui concerne la protection des fonds des consommateurs contre des cyberattaques et l'incapacité sporadique à retirer de l'argent placé sur des comptes d'argent mobile lorsque les vendeurs ne disposent pas de fonds suffisants (SFI, 2017).

LES MNBC DONNENT PLUS DE CHOIX DE PAIEMENT NUMÉRIQUE ET PEUVENT ÊTRE CONÇUES DE MANIÈRE À RENFORCER LE SECTEUR DES SERVICES BANCAIRES MOBILES

Tout comme les monnaies traditionnelles, les MNBC de détail sont émises et pleinement garanties par les banques centrales, et peuvent être utilisées pour régler les transactions de la vie quotidienne³. Comme l'argent mobile, les MNBC peuvent servir à des transactions interpersonnelles, par l'utilisation des portefeuilles virtuels sur des appareils électroniques, sans qu'aucune des parties n'ait besoin de disposer d'un compte en banque ou d'un accès à Internet. Les MNBC peuvent aussi servir, grâce aux portefeuilles électroniques, à effectuer aisément et à moindre coût des transferts ciblés de prestations sociales aux ménages qui y ont droit. Alors que les différents types d'argent mobile proposés par de multiples opérateurs concurrents ne sont pas échangeables, les MNBC peuvent être conçues de manière à faciliter les transactions entre différents prestataires de services bancaires mobiles⁴. Les MNBC peuvent rendre les transactions financières internationales plus efficaces, et contribuer à l'intégration régionale. Enfin, les MNBC pourraient empêcher que des monnaies privées dominent le secteur des paiements

³Outre le Nigéria et son eNaira, les banques centrales de 11 pays de la région mènent des recherches sur les MNBC ou mettent en œuvre des programmes pilotes en la matière. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) étudient elles aussi la possibilité de se doter de MNBC.

⁴Les MNBC peuvent être conçues comme une offre concurrente aux services bancaires mobiles, ou bien comme un moyen de faciliter leur fonctionnement. Au Kenya, par exemple, les autorités coopèrent avec M-Pesa pour s'assurer que le projet de MNBC ne vienne pas évincer les opérateurs d'argent mobile, mais bien plutôt améliorer leur interopérabilité.

⁵Par exemple, il est prévu au Nigéria de permettre aux particuliers ne disposant pas d'un compte bancaire (« non bancarisés ») de se servir du eNaira, mais il leur faudra pouvoir présenter un moyen d'identification pour garantir que les portefeuilles ne soient pas complètement anonymes, conformément à la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

de détail, et donc que les banques centrales perdent le contrôle du système de paiement.

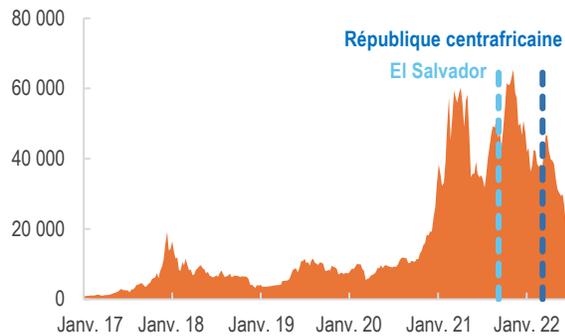
La conception et la mise en œuvre des MNBC ne vont pas sans un certain nombre de difficultés. L'adoption à plus grande échelle des MNBC rencontre plusieurs obstacles, comme l'absence dans plusieurs pays d'un système national d'identification numérique des utilisateurs, des risques pour l'intégrité financière et la cybersécurité, et le manque de capacités des banques centrales⁵. Il faudra consacrer des moyens considérables pour concevoir, entretenir et faire fonctionner le système, afin que les utilisateurs puissent bénéficier de services fiables et rencontrer le moins de problèmes techniques possible.

Pour faciliter les paiements numériques, les banques centrales peuvent également étudier d'autres pistes que les MNBC. Les banques centrales peuvent par exemple renforcer les services bancaires mobiles en se portant garantes des dépôts en argent mobile et en permettant aux opérateurs du secteur de détenir des réserves à la banque centrale pour assurer la compensation des transactions qu'ils effectuent entre eux ou avec d'autres établissements financiers (Adrian, 2019) : on parle alors de « MNBC synthétique ». De telles mesures ne sont pas non plus sans risques et doivent s'accompagner d'une réglementation et d'une surveillance attentive des opérateurs, en particulier si le secteur de l'argent mobile finit par revêtir une importance systémique.

LES CRYPTOMONNAIES SONT EN PLEIN ESSOR, MAIS LEUR UTILISATION DOIT ÊTRE RIGOREUSEMENT SURVEILLÉE ET RÉGLEMENTÉE, CAR ELLE PRÉSENTE DES RISQUES ÉLEVÉS

En s'appuyant sur de nouvelles technologies dites des registres distribués, les cryptomonnaies émises par des opérateurs privés peuvent servir au règlement de transactions commerciales ou au transfert de fonds. Le fait que la plupart de ces transactions sont difficiles à retracer peut séduire les utilisateurs soucieux de leur anonymat, y compris à des fins criminelles. Contrairement à l'argent mobile et aux MNBC, la valeur de certaines cryptomonnaies est sujette à fluctuation, tandis que d'autres sont conçues pour maintenir la parité avec le dollar. La valeur totale des transactions en

Graphique 2. Volatilité des cryptomonnaies
(Prix unitaire du Bitcoin, en dollars)



Sources : Yahoo Finance ; calculs des services du FMI.

Note : Les lignes verticales correspondent aux moments où la République centrafricaine et El Salvador ont adopté le Bitcoin comme monnaie à cours légal.

cryptomonnaies en Afrique subsaharienne a atteint un sommet à 20 milliards de dollars par mois au milieu de l'année 2021, mais il se peut que la tendance se soit inversée après la récente chute des cours des cryptomonnaies⁶. L'adoption des cryptomonnaies reste limitée dans la région, en dehors de certains pays où le secteur de la fintech est particulièrement dynamique (Afrique du Sud, Kenya et Nigéria) et où leur usage privé a atteint un niveau significatif.

Si d'aucuns vantent les mérites des cryptomonnaies, jugées capables de favoriser l'inclusion financière et de faciliter les envois de fonds, elles n'ont rendu que des services limités dans ces domaines et sont susceptibles de poser des risques pour la stabilité macroéconomique et financière.

Les cryptomonnaies privées sont rarement utilisées comme moyen de paiement. Elles sont généralement utilisées à des fins spéculatives, pour déjouer la législation en matière de contrôles des capitaux et comme réserve de valeur pour se prémunir contre la dépréciation des monnaies. Permettre à des particuliers aux connaissances financières limitées d'échanger des cryptomonnaies dont le cours est très instable leur fait courir le risque d'essuyer de graves pertes. Les cryptomonnaies risquent également de menacer la souveraineté monétaire des pays et la transmission de leur politique monétaire (voir l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde) ; par ailleurs, si les États détiennent des avoirs en cryptomonnaies et que celles-ci sont acceptées comme moyen de paiement, la volatilité de leurs cours risque de porter atteinte à la stabilité des comptes publics⁷. Enfin, comme les cryptomonnaies peuvent servir à alimenter des flux financiers illicites, les États ont la tâche difficile de surveiller la manière dont elles sont utilisées. La décision

⁶Calculs effectués à partir des données de Chainalysis.

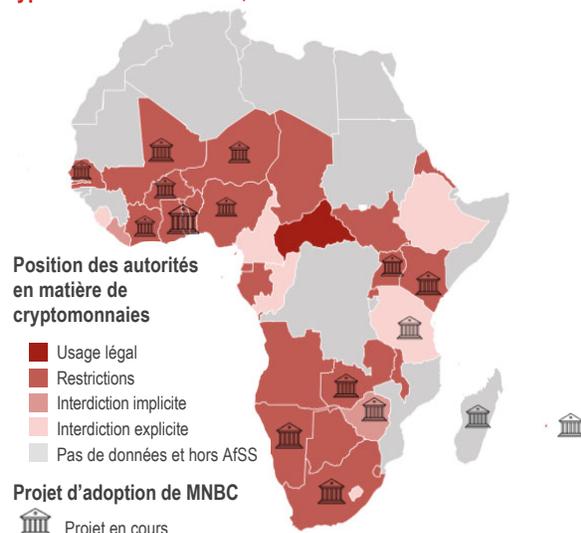
⁷C'est le cas de l'État salvadorien, détenteur de 2 381 bitcoins, dont il a acheté la majorité avant la chute du cours, qui lui a fait essuyer des pertes considérables (graphique 2).

des autorités de faire des cryptomonnaies une monnaie à cours légal est susceptible d'aggraver les risques pour la stabilité macroéconomique et pour la gestion des finances publiques, ainsi que les risques de financement illicite. Par exemple, la République centrafricaine a récemment décidé de faire du Bitcoin une monnaie à cours légal et a lancé sa propre cryptomonnaie, le Sango, qui n'est pas garanti par la banque centrale de l'union monétaire régionale à laquelle appartient le pays.

La prudence s'impose en matière de monnaies numériques, et les pays doivent demander conseil lorsque c'est nécessaire. Les décisions des pouvoirs publics doivent prendre en compte les situations particulières et les facteurs de vulnérabilité propres aux différents pays :

- **Étendue de la surveillance et de la réglementation pour limiter les risques d'instabilité financière et les risques pour la stabilité financière.** Pour peu qu'il entraîne des retraits rapides de fonds en dépôt auprès de banques commerciales, le recours à des monnaies numériques peut accroître le risque de désintermédiation financière. Par ailleurs, les monnaies numériques sont susceptibles d'être utilisées pour commettre des infractions comme la cyberfraude, le blanchiment du produit d'autres activités illicites ou le financement du terrorisme. Les autorités doivent agir pour atténuer ces risques, notamment en se dotant d'un solide dispositif de réglementation et de surveillance de ces activités, et s'assurer d'être en mesure d'enquêter sur les infractions faisant intervenir ces monnaies numériques et de poursuivre leurs auteurs. En outre, en raison de leur caractère décentralisé, les cryptomonnaies sont encore plus difficiles à réglementer que les services bancaires mobiles et les MNBC, et il convient de protéger les consommateurs contre la volatilité de leurs cours. À peine un quart des pays de la région se sont dotés d'une réglementation en matière de cryptomonnaies, deux tiers de ces pays restreignent d'ores et déjà leur utilisation, et un cinquième d'entre eux les ont purement et simplement interdites (graphique 3).
- **Vulnérabilité face aux fuites de capitaux.** Le recours massif aux cryptomonnaies et, dans une moindre mesure, l'adoption des MNBC à l'échelle internationale risquent d'entraîner l'ouverture involontaire du compte de capitaux et de menacer la stabilité du taux de change. Étant donné qu'un nombre croissant de pays et d'entités régionales s'intéressent à cette innovation, il convient de se pencher sur les questions relatives à l'interopérabilité entre différentes MNBC nationales et aux effets de contagion internationaux, et d'y

Graphique 3. Afrique subsaharienne : cryptomonnaies et MNBC, 2022



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'Afrique du Sud a décidé de mettre en suspens le lancement de deux MNBC intérieures qui avaient fait l'objet de projets pilotes, mais envisage d'adopter après cinq ans une MNBC internationale, qui avait aussi été mise à l'étude. AfSS = Afrique subsaharienne ; MNBC = monnaie numérique de banque centrale.

apporter des solutions. Étant donné qu'il est difficile de réglementer les cryptomonnaies, leur usage entraîne davantage de risques de sorties de capitaux que l'argent mobile et les MNBC.

- **Appartenance à une union monétaire.** L'adoption unilatérale de cryptomonnaies à cours légal dans l'un des pays membres d'une union (comme c'est le cas en République centrafricaine) contrevient aux lois de cette union, peut engendrer des effets systémiques sur la stabilité du régime monétaire (en amplifiant l'ampleur et la volatilité des flux de capitaux) et entraîne des répercussions sur les autres pays membres. Les MNBC régionales sont susceptibles de faciliter les transactions internationales.
- **Capacités des banques centrales.** La mise en place de MNBC et la réglementation des cryptomonnaies nécessitent d'importantes capacités techniques. Là où les capacités sont limitées, cela risque de poser davantage de difficultés que de chercher à étendre davantage les services bancaires mobiles (en particulier dans les pays qui se sont déjà dotés en partie de capacités nécessaires à leur réglementation).
- **Infrastructure numérique adaptée.** Pour tirer le meilleur parti possible des monnaies numériques, les pays doivent investir dans les réseaux mobiles et l'accès à Internet. Dans les pays où l'accès à internet est limité, les types de monnaies numériques capables de fonctionner sans Internet, comme l'argent mobile ou les MNBC dotées de fonctionnalités « hors connexion », pourraient se voir accorder la priorité.

Bibliographie

Adrian, Tobias. 2019. “Stablecoins, Central Bank Digital Currencies, and Cross-Border Payments: A New Look at the International Monetary System.” IMF-Swiss National Bank Conference, Zurich, May 2019.

International Finance Corporation. 2017. “Liquidity Management for Mobile Money Providers: Insights from Global Experiments.” World Bank Group, Washington, DC.

INNOVATIONS EN MATIÈRE DE MONNAIES NUMÉRIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les monnaies numériques ont le vent en poupe en Afrique ...



698 Mrd USD
de transactions d'argent mobile



12 banques centrales nationales et **2** banques centrales régionales envisagent de se doter de MNBC



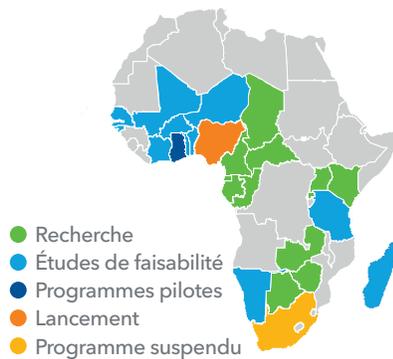
20 Mrd USD
de cryptomonnaies négociées en mai 2021 (maximum)

... et il existe plusieurs types d'instruments de paiement numériques

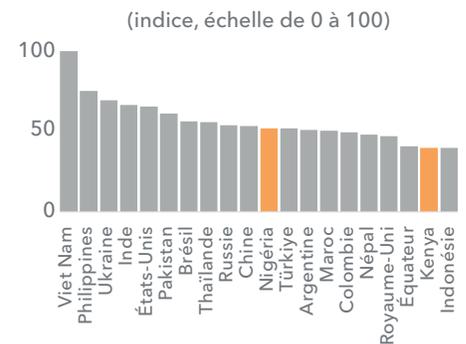
Comptes d'argent mobile ouverts



État d'avancement des monnaies numériques de banque centrale



Les 20 pays qui ont adopté les cryptomonnaies



Les MNBC et l'argent mobile présentent plus d'avantages et moins de risques que les cryptomonnaies

⚠️ RISQUES

- » Sorties de capitaux
- » Instabilité financière
- » Instabilité macroéconomique



✅ AVANTAGES

- » Efficience des paiements
- » Inclusion financière
- » Envois de fonds plus aisés

Les mesures mises en œuvre doivent tenir compte de la situation particulière de chaque pays

- » Étendue de la surveillance et de la réglementation pour atténuer les risques d'instabilité financière et les risques pour l'intégrité financière
- » Vulnérabilité face aux sorties de capitaux
- » Compatibilité avec l'appartenance à une union monétaire
- » Capacités des banques centrales
- » Existence d'une infrastructure numérique adaptée